



Guaidó oublié dans le froid à Gatineau lors de la réunion du Groupe de Lima

Par [Arnold August](#)

Mondialisation.ca, 25 février 2020

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [Le Canada](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Pour la première fois depuis l'autoproclamation de Juan Guaidó en tant que soi-disant président par intérim du Venezuela en janvier 2019, une réunion du Groupe de Lima (avec ses nombreuses déclarations politiques) n'a même pas mentionné son nom (Affaires mondiales Canada : Déclaration). Toutes les réunions précédentes de cette fausse organisation ont servi de promesses pour amener Guaidó au pouvoir et semblaient constituer des cérémonies d'assermentation virtuelles. Cependant, il n'a jamais été assermenté ni s'en est même approché, sauf par lui-même.

Le 20 février 2020, malgré le temps extrêmement froid (même selon les normes canadiennes), les gens ont manifesté à travers le Canada, y compris devant le site du Groupe de Lima à Gatineau, au Québec. Dans le même temps, une déclaration en anglais, en français et en espagnol a été largement diffusée auprès du public et des médias d'un océan à l'autre. Le message et les slogans de manifestation portaient sur le rôle du gouvernement Trudeau en tant que mandataire des États-Unis dans l'agression menée par Trump contre le président du Venezuela légitimement élu, Nicolás Maduro.

Cela constitue une leçon importante pour les Canadiens qui admettent de plus en plus de devoir résister à la pression internationale ou nationale pour convertir le sentiment anti-impérialiste de millions de Canadiens en une apologie pathétique des actions du gouvernement de Justin Trudeau. Au contraire, à la suite de la position relativement défensive du Groupe de Lima à Gatineau (l'omission de Guaidó), les Canadiens qui comprennent la situation doivent saisir l'occasion d'informer le public et exiger que le Canada se retire du Groupe de Lima. De plus, comme le souligne également le message envoyé par les manifestants, il y a une volonté d'intensifier les critiques à l'endroit du gouvernement Trudeau pour ses politiques intérieures, comme celles mises en œuvre contre les peuples des Premières Nations, qui sont en contradiction flagrante avec les principes de « démocratie », de « droits de l'homme » et autres que le Groupe de Lima défend de manière intéressée, fallacieuse et prétentieuse, et par lesquels il veut juger le Venezuela.

La réunion de Gatineau a été la première réunion du Groupe de Lima depuis le récent anniversaire de quatre mois du soulèvement au Chili, les manifestations en cours en Haïti, les manifestations massives en Colombie, qui ont tous fait l'objet de milliers d'arrestations avec des manifestants blessés et assassinés, et les conséquences effroyables du coup d'État contre Evo Morales. Pourtant, les représentants du Chili, d'Haïti, de la Colombie et de la Bolivie, présidés par le principal allié de Trump, Trudeau, étaient tous à Gatineau hier, pour juger le Venezuela.

La réunion du Groupe de Lima à Gatineau insiste également une fois de plus sur l'ingérence au Venezuela et sa déstabilisation pour fournir des prétextes à davantage de sanctions de la part des États-Unis et du Canada. Dans sa déclaration, il affirme :

« Alors que la Constitution vénézuélienne prévoit des élections parlementaires en 2020, la démocratie ne devrait être pleinement rétablie au pays que par la tenue d'un scrutin libre, équitable et crédible. Il faut pour cela pouvoir compter sur un Conseil électoral national indépendant, une Cour suprême impartiale, le soutien de la communauté internationale, l'envoi d'observateurs internationaux, une liberté de presse totale et la participation politique de tous les Vénézuéliens. » (Affaires mondiales Canada : Déclaration)

Cette déclaration interventionniste arrogante équivaut à préparer les conditions pour qualifier les élections de « fraude », car aucun pays qui se respecte dans le monde ne permettrait que son processus électoral soit décidé au Canada, aux États-Unis ou dans tout autre pays. Pour illustrer une fois de plus le caractère intéressé de cette déclaration, le jour même où elle a été publiée, le gouvernement bolivien, soutenu par les États-Unis et installé par un coup d'État, a empêché Evo Morales de briguer un siège au Sénat lors des prochaines élections!

Trudeau a été récompensé par les membres du Groupe de Lima avec une clause spéciale sur mesure lui permettant de « diriger » le Venezuela, dans le cadre de sa quête internationale d'un siège au Conseil de sécurité des Nations Unies. Cet article se lit comme suit :

« Dans les jours et les semaines à venir, des représentants du Groupe de Lima s'engageront dans une période intensive de sensibilisation et de consultation avec tous les pays intéressés par le rétablissement de la démocratie au Venezuela. » (Affaires mondiales Canada : Déclaration)

Ainsi, Trudeau se voit encore une fois mandaté pour faire le sale boulot de Trump, profitant opportunément de son avantage sur les autres membres du Groupe de Lima grâce à sa capacité de parler anglais et français, et donc en mesure de rejoindre directement l'Europe, les Caraïbes et d'autres pays, dans l'espoir de détourner les projecteurs internationaux et d'obtenir des votes à l'ONU pour le siège au Conseil de sécurité que le Canada convoite.

Pourtant, le Canada ne mérite pas de siège au Conseil de sécurité. Aucun pays allié fidèle des États-Unis sur toutes les questions internationales, pays sévèrement critiqué par les organes des Nations Unies pour son traitement génocidaire de ses peuples des Premières Nations, ne devrait prendre place à cette table. Parmi les pays en concurrence avec le Canada, la Norvège et l'Irlande, l'un ou l'autre serait préférable au Canada. Les peuples du monde ne doivent pas oublier le rôle du gouvernement Trudeau en Amérique latine et dans les Caraïbes, dont l'essentiel ces derniers temps est la tentative de détruire la révolution bolivarienne en soutenant le coup d'État contre le président élu de la Bolivie, permettant ainsi à ce pays de rejoindre le Groupe de Lima, ce qui bien sûr eut été impossible sous Evo Morales.

Arnold August

Le 20 février 2020

Arnold August est un journaliste et conférencier canadien, auteur de *Democracy in Cuba and the 1997-1998 Elections* (1999), *Cuba and Its Neighbours: Democracy in Motion* (2013) et, récemment, *Cuba-U.S. Relations: Obama and Beyond* (2017). En tant que journaliste, il collabore à de nombreux sites Web en Amérique latine, en Europe et en Amérique du Nord. www.arnoldaugust.com.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Arnold August](#), Mondialisation.ca, 2020

Articles Par : [Arnold August](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca